



REPUBLIQUE DE MADAGASCAR

MINISTERE DE L'INDUSTRIALISATION, DU COMMERCE ET DE LA CONSOMMATION

DISCOURS MICC, VINGTIEME SESSION DE LA CONFERENCE GENERALE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

« Une mondialisation équitable : Des solutions novatrices pour l'industrie de demain »

Messieurs...,

Mesdames...,

C'est un grand honneur pour moi de participer à cette vingtième session de la conférence générale de l'ONUDI en tant que ministre en charge de l'industrie de Madagascar. Au nom du gouvernement et du peuple malgache, je tiens à saluer l'ensemble des participants.

Le thème de cette 20e Conférence industrielle porte sur l'industrie de demain au service d'une mondialisation équitable. Cela renvoie aux nombreux défis auxquels nous devons faire face en matière de développement, de climat, d'environnement. Nous parlons de défi car pour tous les pays, la sécurité d'approvisionnement en biens essentiels et la satisfaction de la demande locale sont aujourd'hui sous la menace d'instabilité économique et géopolitique et des changements climatiques. L'industrialisation ou la ré-industrialisation est donc aujourd'hui sur toutes les lèvres pour quiconque veut assurer son autonomie stratégique, sa souveraineté effective ou tout simplement son développement économique. A l'instar de nombreux pays, Madagascar veut faire de l'industrialisation un de ses principaux moteurs de développement, fort de ses immenses ressources naturelles. Chez nous, le constat est simple : nous ne produisons pas assez et nous importons trop. Mais nous avons une contrainte de taille : le faible pouvoir d'achat de notre population qui est un handicap majeur pour le développement d'une industrie tournée vers la satisfaction des besoins



locaux. Notre défi est donc double : industrialiser tout en étant capable de produire à des prix abordables pour notre population.

Quelles solutions novatrices pour l'industrie de demain ? Je voudrais vous partager l'approche de Madagascar pour son industrialisation. Cette approche marie deux échelles et deux temporalités différentes : l'attraction de grands investissements nécessitant un temps de maturation plus long et l'industrialisation à petite échelle, plus agile et plus dynamique. Nous avons décidé de ne pas opposer les deux car cela nous permet d'optimiser notre espace temps et notre espace géographique.

A court terme donc, nous avons décidé d'opter pour une politique volontariste de développement de petites industries locales dans le cadre de notre programme ODOF ou « One District One Factory ». Madagascar compte 119 districts, l'objectif du gouvernement malgache est donc d'installer 119 unités industrielles de proximité dans chacun de nos districts. Pourquoi des industries de proximité ? Dans un pays aussi grand que Madagascar où la connectivité entre les régions est encore limitée, le modèle de l'industrie centralisée de grande taille capable de créer des économies d'échelle trouve rapidement ses limites. L'idée ici est de rapprocher les unités de production à la fois des matières premières, souvent abondantes localement, et des consommateurs pour répondre de manière compétitive aux besoins essentiels à commencer par les produits de première nécessité comme l'huile, le sucre, la farine.

Compte tenu des barrières à l'investissement inhérents à un environnement local insuffisamment attractif, le gouvernement a fait le choix d'acquérir lui-même les unités industrielles pour le donner ensuite à gérer à des entrepreneurs privés. L'Etat a posé deux conditions : la collaboration avec les coopératives agricoles pour la fourniture des matières premières et des prix de vente compatibles avec le pouvoir d'achat local.

C'est cette expérience que je souhaitais partager en premier point à l'occasion de cette convention de l'ONUDI. Ce projet ne donnera pas immédiatement naissance à d'immenses industries, mais à de nombreuses petites entreprises. A terme, notre objectif est de créer un système industriel local fondé sur des entreprises de petite taille, industrielles ou artisanales, exerçant des activités inter-dépendantes au sein d'un même espace géographique que nous avons dénommé Zone



Pépinière Industrielle et enclencher ainsi un processus d'industrialisation à petite échelle qui pourrait s'étendre aussi au niveau des communes.

En parallèle de ce processus local, il faut reconnaître que l'industrialisation est un processus long. C'est ce qu'a reconnu que l'Etat et le secteur privé en signant un Pacte de programmation industrielle traçant la trajectoire pluriannuelle de l'industrialisation à Madagascar jusqu'en 2040 et les moyens pour l'atteindre.

Un tel pacte entre l'Etat et le secteur privé n'a jamais existé à Madagascar. C'est véritablement un cadre de partenariat et de confiance qui a été mis en place. Le gouvernement et le secteur privé se sont ainsi mis d'accord sur la vision, les orientations stratégiques, les engagements réciproques et la gouvernance du pacte pour assurer la continuité et la durabilité du Pacte indépendamment des changements de personnel politique.

L'objectif affiché dans le Pacte est de doubler à horizon 2040 la part de l'industrie dans le PIB en le faisant passer de 15% aujourd'hui à 30% en ciblant prioritairement les secteurs porteurs des avantages comparatifs du pays, à savoir l'agro-industrie, les huiles essentielles et extraits, le textile et l'habillement, la transformation minière et l'énergie. Ces secteurs sont autant d'opportunités d'investissement car il est clair que l'attraction des investissements privés est la clé de voûte pour atteindre les objectifs du Pacte. A cet effet, Madagascar s'est doté récemment d'une nouvelle loi sur les investissements répondant aux standards et attentes des investisseurs internationaux.

Mesdames et Messieurs,

Madagascar s'engage résolument sur la voie de l'industrialisation avec l'approche singulière que je viens de vous partager. Nous sommes aussi ici pour apprendre de l'expérience des autres pays car la lutte contre la pauvreté est un défi sur lequel nous convergeons tous et pour laquelle la coopération internationale et l'appui des institutions comme l'ONUDI sont clés. C'est en nous aidant ainsi mutuellement que nous pourrons relever le défi de l'industrie de demain à laquelle Madagascar entend prendre toute sa place.

Je vous remercie pour votre attention.